

---

## **EQUILIBRES GEOPOLITIQUES EN ASIE CENTRALE : LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA CHINE**

---

Annie Jafalian\*

Les conséquences stratégiques, pour la république populaire de Chine (RPC), du déploiement de troupes américaines en Asie centrale ont été l'objet de débats largement contradictoires depuis 2002. Pour certains, « le Forum de Shanghai et, par extension, la Chine [ont été] les principales victimes du nouvel ordre sécuritaire consécutif au 11 septembre »<sup>1</sup>. Selon ces observateurs, les États-Unis auraient, du moins à court terme, remplacé la Chine en tant qu'interlocuteur privilégié de la Russie dans les affaires centre-asiatiques. Pour d'autres, au contraire, ce sont les Russes – et non les Chinois – qui auraient été relégués au simple rang de spectateur régional. Dans ce cas de figure, « nous [serions] de retour à un grand jeu classique... dont les deux acteurs majeurs [seraient] la Chine et les États-Unis »<sup>2</sup>. Face à ce triangle stratégique mouvant en Asie centrale, quelle place réelle la RPC occupe-t-elle dans la zone ?<sup>3</sup> Depuis 1992, Pékin a sensiblement développé, dans divers domaines, ses relations avec les républiques centre-asiatiques. Certes, ce rapprochement a été mis à l'épreuve des partenariats établis par ces mêmes républiques avec les États-Unis à l'issue du 11 septembre. Mais la projection de la puissance américaine ainsi que l'évolution de la politique étrangère de Washington ont provoqué des stratégies contre-pouvoirs en Asie centrale se traduisant, de fait, par la montée en puissance de la Chine.

### **Chine-Asie Centrale : une coopération croissante et diversifiée**

Partageant approximativement 3 000 kilomètres de frontières avec les républiques d'Asie centrale, la Chine a fait valoir – dès la dislocation de l'Union soviétique – ses intérêts vis-à-vis des États de la région. Trois préoccupations majeures ont contribué à structurer sa

---

\* Chargée de recherche, Fondation pour la Recherche Stratégique.

<sup>1</sup> Eugene Rumer, « Flashman's Revenge: Central Asia after September 11 », *Strategic Forum*, December 2002, n° 195, p. 2.

<sup>2</sup> Olivier Roy, « Islamic Ferments and State Responses in Central Asia: Is There a Chinese Card? », p. 156, in François Godement (ed.), *China and its Western Frontier*, Paris, Ifri, 2002, 185 p.

<sup>3</sup> Nous entendons ici par Asie centrale les cinq républiques post-soviétiques du Kazakhstan, du Kirghizstan, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan. Pour un examen approfondi des relations entre la Chine et l'Asie centrale de 1992 à 2004, appréhendées sous l'angle des « axes » politique, économique et énergétique, voir en particulier : Thierry Kellner, *La République populaire de Chine et l'Asie centrale post-soviétique : étude de politique étrangère*, Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, thèse présentée à l'Université de Genève pour l'obtention du grade de Docteur en relations internationales (Histoire et politique internationales), Genève, décembre 2004, 754 p.

politique étrangère à leur égard. Il s'est agi, d'une part, de combattre le « séparatisme » ouïgour dans la région autonome du Xinjiang, et notamment d'éviter que l'Asie centrale ne serve de base arrière à d'éventuels groupes armés séparatistes. Cette volonté a, de fait, favorisé la coopération entre Pékin et les États centre-asiatiques en matière de sécurité des frontières et de lutte contre le terrorisme. D'autre part, percevant l'émergence d'un monde unipolaire américain à la fin de la Guerre froide, la RPC s'est efforcée de promouvoir le thème de la multipolarité dans les relations internationales. Enfin, confrontée à une explosion de la demande d'énergie, la Chine a cherché à consolider sa sécurité énergétique et à s'assurer d'un accès aux ressources en hydrocarbures des républiques d'Asie centrale.

### *Contiguïté territoriale et sécurité des frontières*

L'un des premiers succès de la diplomatie chinoise en Asie centrale a été la création, avec la médiation de la Russie, du « Forum de Shanghai », contribuant à créer un climat de confiance entre les États de la région. Le 26 avril 1996, la Chine d'une part, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Russie d'autre part (formant une partie conjointe) ont en effet signé à Shanghai un accord sur le renforcement des mesures de confiance en matière militaire dans les régions frontalières<sup>4</sup>. En vertu de cet accord, ces pays renonçaient à tout recours à la force ainsi qu'à toute supériorité militaire unilatérale, et s'engageaient à consolider la confiance et la transparence à travers l'échange d'informations et la réduction des forces militaires à leurs frontières<sup>5</sup>.

Parallèlement à ce cadre de dialogue et de négociation, la Chine et ses voisins centre-asiatiques sont progressivement parvenus à régler leurs différends frontaliers<sup>6</sup>. Entamées dès 1992-93, les discussions en la matière se sont accélérées à partir de 1996. Alors que le Kazakhstan avait signé son premier accord frontalier avec la RPC le 24 avril 1994, le Kirghizstan signait le sien le 4 juillet 1996, soit quelques mois après la création du Forum de Shanghai. C'est ensuite à l'occasion des différents sommets du Forum qu'ont été officiellement signés les accords finaux en la matière. Le Kazakhstan a définitivement réglé la question des frontières avec la Chine le 4 juillet 1998, lors de la 3<sup>ème</sup> réunion du Forum à Almaty, tandis que le Kirghizstan a saisi l'occasion du 4<sup>ème</sup> sommet tenu à Bichkek le 26 août 1999 pour délimiter l'intégralité des frontières avec son voisin. Quant aux négociations concernant le contentieux frontalier entre le Tadjikistan à la Chine, elles sont longtemps restées dans l'impasse. Le 17 mai 2002, Jiang Zemin et Imamoli Rakhmonov ont toutefois signé une déclaration conjointe en vertu de laquelle leurs différends frontaliers ont été considérés comme réglés<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> Les régions frontalières couvrent une zone de 100 kilomètres de part et d'autre des frontières communes aux États parties.

<sup>5</sup> Pour une traduction de cet accord en anglais, voir la base de données sur l'Asie centrale du *Berlin Information Center for Transatlantic Security*, [http://russia.shaps.hawaii.edu/fp/russia/shanghai\\_19960426.html](http://russia.shaps.hawaii.edu/fp/russia/shanghai_19960426.html). L'accord du 26 avril 1996 a été complété le 24 avril 1997 par le traité de Moscou sur la réduction des forces armées dans les régions frontalières.

<sup>6</sup> La Chine partage plus de 1 700 kilomètres de frontières avec le Kazakhstan, 850 avec le Kirghizstan et 410 avec le Tadjikistan.

<sup>7</sup> « Chinese, Tajikistani Presidents Hold Talks », *Xinhua News Agency*, 18 May 2002. Un premier accord avait été signé le 13 août 1999 entre les présidents tadjik et chinois.

### ***La lutte contre l'extrémisme religieux, le séparatisme et le terrorisme***

Répondant notamment aux préoccupations chinoises quant aux activités de la minorité ouïgoure au Xinjiang, les États membres du Forum de Shanghai ont élargi leur coopération à la lutte contre « l'extrémisme religieux », le « séparatisme national » et « le terrorisme international ». Réunis à Almaty le 3 juillet 1998, la Chine, la Russie et les États centro-asiatiques ont explicitement condamné ces menaces et se sont engagés à ce que « leur territoire ne soit pas utilisé pour des activités sapant la souveraineté nationale, la sécurité et l'ordre social » de chaque État partie<sup>8</sup>. L'année suivante, ils ont franchi une nouvelle étape dans leur coopération en exprimant le besoin d'agir de concert pour assurer la sécurité régionale. Réunis à Bichkek le 15 août 1999, ils ont en effet reconnu la nécessité d'adopter des mesures communes concrètes afin de lutter efficacement contre le terrorisme<sup>9</sup>. En Asie centrale, le mouvement islamique d'Ouzbékistan avait provoqué de nouveaux troubles sécuritaires, tandis qu'en Chine et en Russie, l'intervention de l'OTAN au Kosovo avait été perçue comme une menace potentielle à leur souveraineté respective au Xinjiang et en Tchétchénie.

C'est en particulier sous l'impulsion de la Chine et de la Russie que la coopération établie par le Forum de Shanghai en matière de sécurité a alors été consolidée. Dans la déclaration adoptée à Douchanbe le 5 juillet 2000, les cinq pays membres ont annoncé leur intention de transformer le Forum en « une institution régionale de coopération multilatérale » et confirmé leur « détermination à engager une lutte conjointe contre le terrorisme international, l'extrémisme religieux et le séparatisme national »<sup>10</sup>. Ils ont, dans cette perspective, soutenu le projet visant à créer un centre régional anti-terroriste qui siègerait à Bichkek, et invité l'Ouzbékistan à participer en tant qu'observateur au sommet de Douchanbe. Du point de vue de Pékin, les problèmes de sécurité régionale ne sauraient être réglés sans que Tachkent ne soit associé aux efforts de lutte contre le terrorisme ; l'Ouzbékistan est, de surcroît, l'un des États de la région le plus proche des États-Unis. Ces évolutions ont été consacrées au sommet des 14 et 15 juin 2001 : le groupe de Shanghai, dont l'Ouzbékistan est alors devenu un membre à part entière, a instauré l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) et adopté la « convention de Shanghai sur le combat contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme »<sup>11</sup>.

### ***Pétrole et gaz : de nouvelles sources de production et d'échanges***

Intégrées dans le champ de la coopération des États membres du Forum de Shanghai, les relations économiques entre la Chine et les républiques d'Asie centrale se sont surtout développées dans un cadre bilatéral<sup>12</sup>. La conclusion d'accords en matière énergétique a, de

<sup>8</sup> Pour une traduction de cette déclaration en anglais, voir la base de données sur l'Asie centrale du *Berlin Information Center for Transatlantic Security*, <http://russia.shaps.hawaii.edu/fp/russia/joint-statement980703.html>

<sup>9</sup> Le point 4 de la déclaration de Bichkek dispose en effet : « les cinq pays adopteront des mesures concrètes pour lancer une coopération pratique comprenant l'élaboration d'un programme d'actions conjointes », *ibid.*, <http://russia.shaps.hawaii.edu/fp/russia/bishkek-19990825.html>

<sup>10</sup> Le texte de cette déclaration est disponible sur le site internet du ministère russe des Affaires étrangères (<http://www.in.mid.ru/>), *Daily News Bulletin*, 7 July 2000.

<sup>11</sup> Pour toute référence aux documents adoptés dans le cadre de l'OCS, voir le site officiel du secrétariat de l'organisation : <http://www.sectSCO.org/>

<sup>12</sup> Le développement de l'économie régionale et de la Route de la Soie a, par exemple, été évoqué dans la déclaration adoptée par les cinq États membres du Forum de Shanghai à Bichkek le 25 août 1999.

ce point de vue, représenté un enjeu important pour Pékin. Autosuffisante jusqu'en 1993, la RPC est devenue, depuis, un importateur net de pétrole. Deuxième importateur après les États-Unis, la Chine couvre aujourd'hui 37 % de sa consommation pétrolière par des approvisionnements sur les marchés internationaux<sup>13</sup>. Afin de renforcer sa sécurité énergétique, elle a donc mené – en Asie centrale – une politique d'accès aux ressources à travers une double stratégie : l'acquisition de parts dans les consortiums d'exploitation du pétrole de la région, et le développement de projets d'oléoducs afin d'acheminer la production vers ses propres marchés<sup>14</sup>.

De fait, la Chine a massivement investi dans l'exploitation et la production du pétrole au Kazakhstan. Le 4 juin 1997, la compagnie nationale chinoise de pétrole (CNPC) a acheté 60 % des parts de la société kazakhe Aktobemunaigas, chargée de développer trois gisements dans la région d'Aktyubinsk, au nord-ouest du Kazakhstan<sup>15</sup>. Elle s'est ainsi engagée à investir dans la zone plus de 4 milliards de dollars sur vingt ans<sup>16</sup>. Le 24 septembre de la même année, la CNPC a également obtenu le droit d'exploiter le gisement d'Uzen, situé sur la péninsule de Mangyshlak, au centre-est de la mer Caspienne. Ces deux accords portaient chacun sur des quantités de pétrole estimées entre 1 et 1,5 milliard de barils, représentant alors les gisements *on shore* les plus importants du pays<sup>17</sup>.

Parallèlement à la négociation de ces contrats, la CNPC a proposé la construction d'oléoducs permettant à la Chine d'importer du pétrole en provenance du Kazakhstan par d'autres voies que celle du chemin de fer. Dès 1997, elle a conclu un accord en faveur de deux projets de pipelines ne transitant pas par la Russie, l'un en direction de la Chine, l'autre, de l'Iran. La première voie relierait les gisements d'Aktyubinsk à la région autonome chinoise du Xinjiang. Le coût élevé du projet, estimé à 3,5 milliards de dollars, et la longueur des distances à parcourir, d'approximativement 3 000 kilomètres, ont contribué à retarder la finalisation de l'accord. La seconde ligne, nécessitant des investissements d'un montant d'1,1 milliard de dollars, s'étendrait des champs d'Uzen au port de Neka, en Iran, via le Turkménistan. C'est toutefois en direction de la Russie que le Kazakhstan a initialement orienté ses flux d'exportation.

## **L'épreuve du 11 septembre : la redéfinition des partenariats**

Alors que la lutte antiterroriste avait été un des thèmes fondateurs de l'OCS, les événements du 11 septembre ont davantage servi, en Asie centrale, de base à la diversification des liens avec les États-Unis qu'au renforcement des relations avec la Chine et l'OCS. A divers égards, l'après-11 septembre a révélé – au-delà des engagements formels de l'OCS –

---

<sup>13</sup> Selon certains analystes, ce pourcentage pourrait être porté à 50 % d'ici à 2010, cf. Thierry Kellner, « La Chine et le pétrole : perceptions sécuritaires et démarche stratégique », p. 73 in Gérard Chaliand, Annie Jafalian, *La dépendance pétrolière, mythes et réalités d'un enjeu stratégique*, Paris, Universalis, 196 p.

<sup>14</sup> Catherine Locatelli, « L'enjeu énergétique des relations entre la Chine et la Russie-Caspienne », *Revue de l'énergie*, janvier-février 2005, vol. 56, n° 563, pp. 19-24, *draft*.

<sup>15</sup> Il s'agit des gisements de Zhanazhol, Kenkiyak I et Kenkiyak II. Depuis, la CNPC contrôle 88 % des parts de la société.

<sup>16</sup> Ericka Strecker Downs, *China's Quest for Energy Security*, Washington, Rand, 2000, pp. 15-16.

<sup>17</sup> Plus récemment, le 17 octobre 2003, la CNPC a racheté les parts des compagnies Nimir et ChevronTexaco pour exploiter le gisement de North Buzachi, situé au nord-est de la mer Caspienne, à proximité de la ville d'Aktau. Ce gisement est aujourd'hui exploité à parts égales par la CNPC et la compagnie canadienne Nelson Ressources.

les limites de l'action réelle de l'organisation, la rendant « moins attractive et moins influente dans le domaine de la sécurité »<sup>18</sup>. Les républiques centre-asiatiques ont, en effet, développé leur coopération militaire avec Washington, provoquant l'inquiétude de Pékin. Quant à la multipolarité encouragée par Pékin à travers le dialogue sino-russe en Asie centrale, elle semble avoir été mise à mal par le « partenariat russo-américain » proclamé au lendemain des attentats du 11 septembre.

### ***La Chine face au déploiement des forces américaines en Asie centrale***

La coopération militaire engagée entre les États-Unis et les républiques centre-asiatiques dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom* en Afghanistan s'est traduite, pour la Chine, par le stationnement de troupes américaines à proximité de ses frontières. Des soldats américains ont été déployés, au Kirghizstan, sur la base aérienne de Manas. Le Tadjikistan et le Kazakhstan ont, pour leur part, temporairement mis leur aéroport international de Douchanbe et d'Almaty à la disposition de Washington pour des opérations de ravitaillement et d'urgence. Plus loin, en Ouzbékistan, des forces américaines ont également été déployées sur la base aérienne de Karshi-Khanabad. Parallèlement, les États-Unis ont accordé une assistance financière importante aux États de la région et conclu des partenariats stratégiques élargissant la coopération aux domaines politiques et économiques<sup>19</sup>.

La pénétration américaine en Asie centrale a été perçue avec appréhension de la part de la Chine. Elle a contrarié « l'opposition » de Pékin, depuis la fin de la Guerre froide, à tout plan éventuel de Washington visant à construire des bases militaires en Asie centrale<sup>20</sup>. Certes, la RPC n'a pas officiellement condamné la coopération militaire des États-Unis et de l'OTAN avec les États de la région. Mais certains observateurs ont rapporté que le Président Jiang Zemin aurait exprimé son inquiétude quant aux efforts de l'Administration américaine visant à « prendre pied dans l'arrière-cour de la Chine »<sup>21</sup>. Certains analystes chinois ont estimé que l'un des objectifs de l'Administration américaine était alors de « contenir l'émergence de la Chine »<sup>22</sup>. D'autres y ont même vu une stratégie d'« encerclement » de la Chine par Washington<sup>23</sup>.

### ***Le dialogue sino-russe : risques et enjeux***

Le soutien ferme et immédiat apporté par la Russie aux États-Unis dans l'après-11 septembre n'a pas apaisé les craintes de la Chine face à la projection de la puissance américaine en Asie centrale. La première consultation russo-américaine sur l'Asie centrale,

---

<sup>18</sup> Sun Zhuangzhi, « New and Old Regionalism: The Shanghai Cooperation Organization and Sino-Central Asian Relations », *The Review of International Affairs*, Summer 2004, vol. 3, n° 4, p. 606.

<sup>19</sup> Pour un examen des conséquences du 11 septembre sur les relations entre les États-Unis et les républiques d'Asie centrale, voir : Annie Jafalian, « Asie centrale : quels partenariats stratégiques pour les États-Unis ? », *Annuaire stratégique et militaire*, 2004, Paris, FRS, Odile Jacob, pp. 137-149.

<sup>20</sup> Guangcheng Xing, « China and Central Asia », p. 167, in Roy Allison, Lena Jonson, *Central Asian Security: The New International Context*, London, RIIA, Washington, Brookings Institution Press, 2001, 279 p.

<sup>21</sup> Cité par Aaron L. Friedberg, « 11 September and the Future of Sino-American Relations », *Survival*, Spring 2002, vol. 44, n° 1, p. 41.

<sup>22</sup> Fao Guqiu, cité par Svante Cornell, « The United States and Central Asia: In the Steppes to Stay? », *Cambridge Review of International Affairs*, July 2004, vol. 17, n° 2, p. 247.

<sup>23</sup> Xiaohua Zhou, cité par Thierry Kellner, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques à l'après-11 septembre », *Les rapports du GRIP*, 2002, n° 1, pp. 6-7.

tenue le 19 octobre 2001, a été l'occasion, pour le président Poutine, d'ouvrir une nouvelle ère de coopération avec Washington. De fait, Moscou ne s'est pas opposé au déploiement de troupes américaines dans la région. Au contraire, le 13 novembre 2001, les présidents Poutine et Bush ont signé une déclaration conjointe sur la nouvelle relation russo-américaine, appelant à la création d'un nouveau cadre stratégique entre les deux pays, ainsi qu'au renforcement des liens entre la Russie et l'OTAN. Le 24 mai 2002, ils ont même proclamé avoir des « intérêts communs » en Asie centrale et « rejeter le modèle de rivalité entre grandes puissances dans la région ».

Or, c'était en collaboration étroite avec la Russie que la Chine avait développé, à partir de 1996, ses liens avec les républiques d'Asie centrale. Le « partenariat stratégique pour le XXI<sup>e</sup> siècle » établi entre Pékin et Moscou le 25 avril 1996 avait consacré la vision et les positions communes des deux pays concernant les principaux dossiers de politique internationale<sup>24</sup>. Déclarant vouloir promouvoir « un monde multipolaire », Boris Eltsine et Jiang Jemin s'étaient indirectement engagés à exercer un contrepoids au développement de la puissance américaine, perçu, en Russie et en Chine, comme une manifestation de « l'hégémonisme » explicitement condamné par les deux dirigeants le 25 avril 1996. L'Asie centrale avait, de ce point de vue, constitué une « priorité » dans les relations entre Moscou et Pékin, et scellé le partenariat sino-russe jusqu'en 2001<sup>25</sup>.

## **Puissance et influence de la Chine en Asie centrale**

Ainsi « mise à défi par les changements géopolitiques postérieurs au 11 septembre, la position stratégique de la Chine en Asie centrale n'en a pas pour autant été ébranlée »<sup>26</sup>. Au contraire, la crainte de la RPC face au stationnement de troupes américaines et à l'affaiblissement de la puissance russe a provoqué des stratégies de contre-pouvoir de la part de Pékin. Elle a, de fait, motivé le développement de liens nouveaux entre la Chine et les républiques centre-asiatiques<sup>27</sup>. Ces liens se sont notamment traduits par des efforts de consolidation de l'OCS, de coopération énergétique et de rapprochements stratégiques.

### ***La consolidation de l'Organisation de coopération de Shanghai***

Les six États membres de l'OCS ont, en effet, renforcé leur coopération en la dotant d'une nouvelle charte et de nouvelles institutions. Le 7 juin 2002, ils ont ainsi adopté la Charte constitutive de l'organisation, dont ils ont décidé d'établir le secrétariat à Pékin. Inauguré le 15 janvier 2005, ce secrétariat a été confié à Zhang Deguang, ancien ambassadeur chinois à Moscou. Rappelant l'importance accordée à la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, ils ont créé le centre anti-terroriste régional proposé par le Kirghizstan en 2001, devenu opérationnel le 17 juin 2004. Basé en définitive à Tachkent, et non à Bichkek, ce centre a contribué à ancrer l'Ouzbékistan dans l'OCS.

<sup>24</sup> Pour une traduction de cet accord en anglais, voir la base de données sur l'Asie centrale du *Berlin Information Center for Transatlantic Security*, <http://russia.shaps.hawaii.edu/fp/russia/statement-960425.html>

<sup>25</sup> Isabelle Facon, « Les relations Chine-Russie vues de Moscou : variable de la politique étrangère ou réel partenariat stratégique ? », *Les cahiers de mars*, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, n°183, pp. 104-106.

<sup>26</sup> Zhao Huasheng, « China, Russia and the U.S.: Their Interests and Interrelations in Central Asia », *Central Asia and the Caucasus*, 2004, vol. 29, n° 5, p. 122.

<sup>27</sup> Murat Yermukanov, « China's Relations with Kazakhstan are Warming, But to What End », *Eurasia Daily Monitor*, 1 July 2004, vol. 1, n° 43.

Dans un effort visant à présenter l'OCS comme une alternative crédible aux autres organisations de sécurité, la Chine a réalisé ses premiers exercices militaires avec les républiques d'Asie centrale à partir de 2002. Du 10 au 11 octobre de cette année-là, trois cents soldats chinois et kirghizes se sont ainsi entraînés à des opérations de lutte contre le terrorisme aux frontières entre les deux pays, en présence des autres membres de l'OCS venus assister à l'événement en tant qu'observateurs<sup>28</sup>. Par ailleurs, du 6 au 12 août 2003, les premiers exercices militaires conjoints de l'OCS ont été organisés de part et d'autre de la frontière entre le Kazakhstan et la Chine. Les manœuvres, impliquant plus 1 000 soldats issus des cinq pays membres de l'OCS, avaient notamment vocation à améliorer le commandement conjoint et l'interopérabilité des troupes dans le cadre d'opérations anti-terroristes<sup>29</sup>.

L'OCS a, par conséquent, acquis une plus grande visibilité en Asie centrale et même suscité l'intérêt des États voisins à prendre part à ses activités. Outre l'Afghanistan, dont le président Karzai avait participé au sommet de Tachkent du 17 juin 2004 en tant qu'invité du président Karimov, plusieurs États ont acquis le statut formel d'observateur au sein de l'OCS. Tel a été le cas de la Mongolie lors de ce même sommet<sup>30</sup>. Plus récemment, le 4 juin 2005, les ministres des Affaires étrangères de l'OCS ont octroyé ce statut à l'Iran, à l'Inde et au Pakistan. Cette décision, conforme à l'esprit de la coopération engagée par Pékin, a été accueillie favorablement par la Chine<sup>31</sup>. Prévu dans l'article 13 de la charte de l'OCS, des élargissements de l'organisation à d'autres États de la région pourraient ainsi être envisagés à plus ou moins longue échéance.

### ***Politiques énergétiques : désenclavement et diversification***

En matière d'approvisionnements énergétiques, la RPC est parvenue à finaliser les contrats signés en 1997 avec le Kazakhstan. Au terme de sept années de négociation, les deux pays se sont accordés, le 17 mai 2004, sur les termes de la construction d'un oléoduc. S'étendant sur 988 kilomètres entre le terminal kazakh d'Atasu (région de Karaganda) et le col d'Alataw (Alashankou), l'oléoduc représentera le premier pipeline d'exportation du pétrole kazakh ne transitant pas par le territoire russe<sup>32</sup>. Aboutissant au Xinjiang, cette voie pourrait – selon Pékin – stabiliser la région. Elle devra surtout permettre l'acheminement de 10 millions de tonnes de pétrole par an à la Chine, devant être portés à 20 millions en 2011, soit 10 % des importations chinoises<sup>33</sup>. Ayant vocation à évacuer le pétrole de la région d'Aktyubinsk, le pipeline sino-kazakh pourrait, s'il était complété, également exporter les ressources de la mer Caspienne. Le 11 mars 2003, la société chinoise Sinopec a en effet acheté 8,33 % des parts du consortium exploitant le gisement super géant de Kashagan, en

<sup>28</sup> « Kyrgyzstan and China Launch Anti-Terrorism Exercises », *China Daily*, 11 October 2002.

<sup>29</sup> L'Ouzbékistan n'a pas participé à ces exercices. Cf. Roger Mc Dermott, « Shanghai Cooperation Organization Takes Significant Step towards Viability », *Eurasianet.org*, 5 September 2003.

<sup>30</sup> Sergei Blagov, « Shanghai Group Aims to Keep US in Check », *Asia Times*, 19 June 2004.

<sup>31</sup> « China Welcomes Iran as SCO Observer Member », *IRNA*, 7 June 2005.

<sup>32</sup> Les travaux de la section kazakhe ont officiellement été lancés le 28 septembre 2004, tandis que ceux du tronçon chinois ont été engagés le 23 mars 2005. D'un montant global de 700 millions de dollars, ils seront financés à part égale par la CNPC et KazakhMunaigas et devraient prendre fin le 16 décembre 2005, date du 14<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan, cf. « Sino-Kazakh Oil Pipeline Construction Starts », *Shenzhen Daily*, 29 September 2004, « China Starts Construction on Oil Pipeline », *Xinhua News Agency*, 25 March 2005.

<sup>33</sup> A titre comparatif, les importations pétrolières de la Chine en provenance du Kazakhstan représentent aujourd'hui 1 % des importations totales du pays, cf. Michael Lelyveld, « Kazakhstan, China Revive Pipeline Deal », *Middle East Economic Survey*, 19 July 2004, vol. XLVII, n° 39.

mer Caspienne<sup>34</sup>. La voie chinoise sera ainsi en compétition avec les pipelines existants, qu'il s'agisse de la voie russe (CPC) ou de la voie turque (BTC).

Au-delà du Kazakhstan, la Chine a également diversifié sa coopération en matière énergétique avec l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Le 15 juin 2004, la CNPC et la compagnie Uzbekneftegaz ont signé un accord pour développer leur partenariat en matière de forage des puits de gaz et de pétrole ouzbeks. A l'occasion de la visite du président ouzbek Islam Karimov à Pékin le 25 mai 2005, les deux compagnies nationales chinoise et ouzbèke ont créé une *joint venture* afin de développer les champs dans les régions de Boukhara et de Khiva et d'investir plus de 600 millions de dollars dans cette perspective<sup>35</sup>. De même au Kirghizstan, la CNPC a conclu un accord avec la Kyrgyzneftegaz le 26 juin 2002 afin de développer des gisements du sud du pays, reposant sur des investissements d'un montant de 300 millions de dollars<sup>36</sup>. En mai 2004, une filiale de la société Sinopec s'est également engagée à participer à explorer les gisements kirghizes de la vallée d'Alaï<sup>37</sup>.

### ***Contestations politiques et partenariats stratégiques : l'alternative chinoise***

La Chine a retiré les dividendes stratégiques des contestations faites, en Occident, quant à la nature autoritaire des régimes politiques d'Asie centrale. C'est non seulement vers la Russie mais aussi vers la RPC que l'Ouzbékistan s'est tourné pour obtenir de nouveaux soutiens extérieurs. Recevant le président Hu Jintao à Tachkent le 15 juin 2004, Islam Karimov a signé divers accords de coopération avec son homologue dans le domaine de l'énergie, de la culture et de la sécurité. En visite à Pékin les 24-26 mai 2005, soit moins de deux semaines après les événements d'Andijan, il a également conclu un traité de partenariat amical avec la RPC, représentant, selon Hu Jintao, « le fondement politique et juridique du développement des liens entre la Chine et l'Ouzbékistan ».

Partenaire stratégique majeur des États-Unis depuis le 11 septembre, l'Ouzbékistan avait, depuis, été l'objet de pressions politiques croissantes de la part de Washington. Une partie de l'assistance financière octroyée par le Congrès et l'Administration américaine au gouvernement ouzbek sur l'année fiscale 2004 a été conditionnée à des progrès quant au respect de la démocratie et des droits de l'homme. Le 14 juillet 2004, constatant des avancées insuffisantes en la matière, le département d'État américain a – de fait – gelé une aide d'un montant de 18 millions de dollars destinée à Tachkent. Symbolisant la distance relative prise par Washington vis-à-vis du régime d'Islam Karimov, cette décision a été perçue comme pouvant annoncer, à terme, un rapprochement des liens entre Tachkent et Pékin, moins regardante en matière de droits de l'homme<sup>38</sup>.

\*\*\*

<sup>34</sup> Ce gisement pourrait contenir jusqu'à 40 milliards de barils de pétrole, cf. « BG Group to sell the whole of its remaining North Caspian interest to Sinopec for \$ 615 million », *British Gas Press Release*, 11 March 2003.

<sup>35</sup> Qin Jize, « China, Uzbekistan Sign \$ 600 Oil Agreement », *China Daily*, 25 May 2005.

<sup>36</sup> « China to Invest in Kyrgyzstan », *Alexander's Oil and Gas*, 8 August 2002, vol. 7, n° 15.

<sup>37</sup> *United Press International*, 24 June 2004.

<sup>38</sup> « U.S. Aid to Uzbekistan : Carrots and Sticks », *RFE / RL Central Asia Report*, 21 July 2004, vol. 4, n° 28.

En dépit des déséquilibres géopolitiques provoqués en Asie centrale par les événements consécutifs au 11 septembre, la Chine est parvenue à préserver et même à asseoir son statut de puissance dans la région. Si son influence dans la zone est encore sans commune mesure avec celle que la Russie et des États-Unis exercent dans le domaine de la sécurité, elle tend toutefois à croître sous l'effet conjugué des différents acquis dont elle peut désormais se prévaloir : une contiguïté territoriale créant une forte communauté d'intérêts, en particulier face à la menace terroriste ; une interdépendance économique croissante, reposant en partie sur le développement de la coopération en matière énergétique ; une organisation régionale, susceptible de servir de vecteur de puissance, notamment dans l'hypothèse d'élargissements à de nouveaux États ; et une alternative stratégique visible pour les dirigeants des républiques centre-asiatiques. C'est donc avec la Chine que devront composer les puissances russe et américaine en Asie centrale, dans le cadre de « relations stratégiques obscures » pouvant soit devenir la norme de leurs interactions, soit progresser vers des mécanismes de gestion tripartite de la sécurité régionale<sup>39</sup>.

---

<sup>39</sup> Zhao Huasheng, « China, Russia and the U.S.: Their Interests and Interrelations in Central Asia », *Central Asia and the Caucasus*, 2004, vol. 30, n° 6, p. 89. L'auteur entend par « relations stratégiques obscures » des relations ambiguës et instables, liées à l'incertitude des choix politiques de chacune des puissances en présence.